

Plan de prévention des risques

crues du Lange et de l'Oignin

Commune de Béllignat

Modification n°1

Règlement

Vu pour rester annexé
À notre arrêté de ce jour,
Bourg-en-Bresse, le 14 juin 2021
La préfète,

signé
Catherine SARLANDIE de LA ROBERTIE

*Modification prescrite le 08/02/2021
Mise à disposition du public
du 08/03/2021
Au 08/04/2021*

*Modification approuvée
Le 14 juin 2021*

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE (Ri)	2
Article 1.1 - Interdictions	2
Article 1.2 - Obligations	2
Article 1.3 - Autorisations.....	2
1.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....	2
1.3.2. Actions sur le bâti existant	3
Article 1.4 - Prescriptions applicables aux constructions et aménagements autorisés au paragraphe 1.3.1.....	4
1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction	4
1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation	5
Article 1.5 - Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants mentionnées au paragraphe 1.3.2.	5
1.5.1. Règles d'urbanisme et de construction	5
1.5.2. Règles d'exploitation et d'utilisation	6
Article 1.6 - Recommandation d'ordre général.....	6
Article 2.1 - Interdictions	7
Article 2.2 - Obligations	7
Article 2.3 - Autorisations.....	7
2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....	7
2.3.2. Actions sur le bâti existant	8
Article 2.4 - Règles applicables aux constructions et aménagements autorisés au paragraphe 2.3.1.....	9
2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction	9
2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation	9
Article 2.5 - Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants mentionnés au paragraphe 2.3.2	10
2.5.1. Règles d'urbanisme et de construction	10
2.5.2. Règles d'exploitation et d'utilisation	11
Article 2.6 - Recommandation d'ordre général.....	11
CHAPITRE TROISIEME - DISPOSITIONS APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE..	12
Article 3.1 - Recommandations.....	12
Article 3.2 - Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.....	12
Article 3.2.1 Information du citoyen et culture du risque	12
Article 3.2.2 Plan Communal de Secours (PCS).....	12

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE (Ri)

Le zonage ROUGE Ri concerne les zones inondables par les crues du LANGE qu'il convient de conserver comme telles pour les raisons suivantes :

- elles sont exposées à des aléas forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant, fréquence de retour important) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- elles constituent des champs d'expansion des crues utiles à la régulation de ces dernières au bénéfice des zones urbanisées en aval ;
- elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais leur suppression (remblaiement, ouvrages de protection etc.) ou leur urbanisation reviendraient par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones urbanisées déjà fortement exposées.

Article 1.1 - Interdictions

Sont interdits tous les travaux, aménagements et constructions non autorisés à l'article 1.3, notamment toute opération de remblai ou de dépôt.

Article 1.2 - Obligations

Les propriétaires riverains du Lange ont obligation, conformément à l'article L 215--14 du code de l'environnement :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du dit cours d'eau ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du cours d'eau les végétaux coupés ;
- de réparer à l'identique toute atteinte par le cours d'eau sur les berges. Toutefois, ces réparations ne pourront être effectuées qu'après autorisation au titre de la police de la pêche conformément à l'article L 432-3 du code de l'environnement. Si des réparations plus conséquentes s'avéraient nécessaires (modification de l'état de la berge), l'avis du service police des eaux sera requis. Une vérification et une réparation de la berge devront être effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

Article 1.3 - Autorisations

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 1.4 et 1.5 et à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets, sont autorisés :

1.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- **les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction** (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crue centennale, citernes enterrées etc.) ;
- **les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception des nouvelles digues le long des lits mineurs ;**
- **les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;**
- **les reconstructions après destruction totale ou partielle d'un bâtiment par un phénomène non lié directement ou indirectement à une crue ;**
- **les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général** (transformateur E.D.F., pylônes, boîte P.T.T., toilettes publics, mobilier urbain, voirie, réseaux, station d'épuration, etc.) **et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;**
- **les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, les espaces verts et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;**
- **les équipements collectifs de loisirs liés à l'eau, à condition qu'ils n'apportent pas de gêne à la libre circulation des eaux (pas de digue ou de remblai par exemple) ;**
- **les plans d'eau sous réserve que les déblais produit soient évacués en dehors de toute zone Ri ou Rt et que l'aménagement ne nécessite aucun remblai ;**
- **les abris de jardin ;**
- **les clôtures, sous réserve que l'unité foncière soit lotie en partie ou à vocation d'élevage.**

1.3.2. Actions sur le bâti existant

- **les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités** (aménagements internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) **implantés antérieurement à la publication du présent plan**, à condition que ceux-ci n'augmentent pas le nombre des personnes exposées (augmentation de la capacité d'accueil ou changement d'affectation des locaux), excepté lors du développement futur de la famille (naissance par exemple) ;
- **l'extension non renouvelable plus d'une fois par unité foncière des constructions d'habitation existantes à la date de publication du présent plan**, sous réserve que l'extension projetée :
 - soit à usage technique, sanitaire ou de loisirs (garage, buanderie) dans une limite de 20m²
- **l'extension des constructions industrielles** (excepté les installations classées) **ou commerciales existantes à la date de publication du présent plan** sous réserve que cette extension soit **limitée à 20 % de l'emprise au sol initiale** et que toutes les dispositions techniques soient prises dans leur conception pour limiter les dommages et l'impact sur l'écoulement des eaux pour une inondation jusqu'au niveau de la crue de référence.
- **l'extension des bâtiments publics existant à la date de publication du présent plan** comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires, sous réserve que :
 - il n'y ait pas de création de logement ou de structure d'hébergement supplémentaire,
 - soient organisées des possibilités d'évacuation des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées.
- **les reconstructions ainsi que les remblais strictement nécessaires** à la mise hors d'eau et à l'accès de ces reconstructions, **à l'exclusion des reconstructions de biens détruits par des crues**, sous réserve qu'il n'y ait pas d'extension de l'emprise au sol ;
- **les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelque en soit l'origine) ;**

- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des établissements recevant du public (ERP) ;
- les installations ou constructions strictement nécessaires à la gestion des terrains de camping et de caravanage, implantés à la date de publication du plan, sous réserve que les dispositions du décret du 13 juillet 1994 concernant la sécurité dans les terrains de campings contre les inondations soient strictement appliquées (limitation des jours d'ouverture, évacuation du terrain hors zone inondable en cas de crue etc.) ;

Article 1.4 - Prescriptions applicables aux constructions et aménagements autorisés au paragraphe 1.3.1.

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions devront être prises dès la conception des constructions ou aménagements pour limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux d'une crue centennale, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face à cette même crue.

1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour limiter l'impact sur le libre écoulement des eaux de crues de tout nouvel ouvrage ou aménagement.
- Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour que tout nouvel ouvrage ou aménagement résiste à la pression liée aux forts écoulements et soit le moins possible vulnérable à la submersion.
- Toute nouvelle construction ou aménagement autorisé au paragraphe 1.3.1 doit être distant de 10 mètres par rapport à la berge non maçonnée du cours d'eau.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage seront placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée, de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation).
- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrosifs seront utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées seront étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements. Les citernes extérieures seront étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger contre les affouillements.
- Les constructions seront sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées etc.) seront équipées de dispositifs d'étanchéité d'une hauteur minimum de 50 cm (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Le mobilier urbain, les mobiliers d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement devront être transparents vis à vis des écoulements et, le cas échéant, être ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc. ces équipements devront être mis hors d'atteinte par les eaux d'une crue centennale (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée).
- Lors de leur construction ou de leur réfection les chaussées en zones inondables devront dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable, être conçues et réalisées avec des matériaux

peu ou pas sensibles à l'eau. Elles devront être équipées d'ouvrages permettant la transparence (ouvrage de décharge etc.) face aux écoulements et protégées contre les érosions.

- Les réseaux d'assainissement seront étanches, protégés contre les affouillements et adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).
- Les clôtures devront être sans mur-bahut et ne pas faire obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Sur les parcelles agricoles, pour le pacage des animaux, les clôtures traditionnelles constituées de quatre fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins trois mètres ainsi que les clôtures électriques sont autorisées.

1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Toute nouvelle construction ne devra pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente.
- Les plantations d'arbres à haute tige devront être espacées d'au moins six mètres et les arbres devront être régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage devront être évacués, broyés sur place ou détruits au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau devra être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit emporté par la crue centennale.
- Le stockage de tout produit flottant devra être organisé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue centennale et éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les abris de jardin devront être lestés ou arrimés pour ne pas être emportés en cas de crue. Ils ne devront pas être utilisés pour stocker du matériel et des produits sensibles à l'eau.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

Article 1.5 - Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants mentionnées au paragraphe 1.3.2.

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées précédemment par l'article 1.4, ainsi que celles qui suivent.

1.5.1. Règles d'urbanisme et de construction

Pour les travaux visant notamment à :

- **transformer le bâti existant ;**
- **entretenir ou à gérer les biens implantés antérieurement à la publication du présent plan. Il s'agit notamment des aménagements internes, des traitements de façades, de la réfection des toitures, de l'aménagement d'accès de sécurité.**

*Ces travaux devront dans la mesure où cela est techniquement possible **respecter les prescriptions fixées au paragraphe 1.4.1., sous réserve que le surcoût qu'elles engendrent soit inférieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés, appréciée à la date de publication du plan.***

Dans le cas contraire, le propriétaire ne pourra mettre en œuvre que certaines de ces mesures de prévention de façon à rester dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés. Ces mesures seront choisies par le propriétaire sous sa propre responsabilité, selon un ordre de priorité lié à la nature et à la disposition des biens visant à :

- *en premier lieu, à assurer la sécurité des personnes,*
- *en second lieu, à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.*

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

1.5.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- *Il serait souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient pourvues d'une pompe de relèvement.*
- *Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions, existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.*

D'une manière générale les règles fixées au paragraphe 1.4.2 devront être respectées, sous réserve que le surcoût qu'elles engendrent soit inférieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés, appréciée à la date de publication du plan.

Article 1.6 - Recommandation d'ordre général

Il est fortement recommandé que l'entretien du cours d'eau soit réalisé collectivement (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains, qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau, rappelées à l'article 1.2) ou public (communes, communauté de communes).

CHAPITRE DEUXIEME - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE (Bi)

Le zonage BLEU Bi concerne les zones déjà aménagées ou urbanisées, moyennement ou faiblement inondables par les crues du LANGE.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en œuvre de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Article 2.1 - Interdictions

Sont interdits tous les travaux, aménagements et constructions non autorisés à l'article suivant, notamment toute opération de remblai ou de dépôt.

Article 2.2 - Obligations

Les propriétaires riverains du Lange ont obligation, conformément à l'article L 215-14 du code de l'environnement :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du dit cours d'eau ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du cours d'eau les végétaux coupés ;
- de réparer à l'identique toute atteinte par le cours d'eau sur les berges. Toutefois, ces réparations ne pourront être effectuées qu'après autorisation au titre de la police de la pêche conformément à l'article L 432-3 du code de l'environnement. Si des réparations plus conséquentes s'avéraient nécessaires (modification de l'état de la berge), l'avis du service police des eaux sera requis. Une vérification et une réparation de la berge devront être effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

Article 2.3 - Autorisations

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 2.4 et 2.5, afin d'assurer la sécurité des occupants et de réduire la vulnérabilité des biens face aux crues du Lange, sont autorisés :

2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crues centennale, citernes enterrées etc.) ;
- les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de nouvelles digues le long des lits mineurs ;
- les travaux d'entretien ou de reconstruction des digues existantes à la publication du présent plan ;
- les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;

- **les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole** (y compris les installations classées) **ou forestière** ;
- **les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général** (transformateur E.D.F., pylônes, boîte P.T.T., toilettes publics, mobilier urbain, voirie, réseaux, station d'épuration, etc.) et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- **les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, les espaces verts** et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- **les reconstructions ou constructions nouvelles, ainsi que les remblais strictement nécessaires** à leur mise hors d'eau et à l'accès de ces constructions ;
- **les parkings publics en sous-sol** ;
- **les parkings privés en sous-sol** à condition qu'ils soient strictement nécessaires au fonctionnement d'établissements recevant du public (hôpital etc.) ;
- **les bâtiments à vocation industrielle ou commerciale** ;
- **les bâtiments publics** ;
- **la création d'aires de stationnement des gens du voyage** et les installations ou constructions strictement nécessaires à leur gestion ;
- **la création de terrains de campings, de caravanage** et les installations ou constructions strictement nécessaires à leur gestion. Les dispositions du décret du 13 juillet 1994 concernant la sécurité des campings contre les inondations seront appliquées (limitation des jours d'ouvertures, évacuation du terrain hors zone inondable possible en cas de crue etc.) ;
- **les carrières et le stockage de matériaux** à condition que l'emprise des stocks soit inférieure à 50% de la surface du terrain et que les cordons de découvertes soient implantés en fonction de l'écoulement de l'eau ;
- **les piscines et bassins, sous réserve qu'ils ne produisent pas de remblais** ;
- **les abris de jardin** ;
- **les clôtures.**

2.3.2. Actions sur le bâti existant

- **les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelque en soit l'origine)** ;
- **les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des constructions recevant du public (ERP)**, par exemple établissements d'accueil des jeunes enfants ou des personnes à mobilité réduite ;
- **les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et aménagements** (aménagement internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) ;
- **tout aménagement ou extension de constructions existantes**, ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces aménagements ou extensions ;
- **l'extension des constructions industrielles** (y compris les installations classées) **ou commerciales** existantes à la date de publication du présent plan ;
- **l'extension des bâtiments publics existants** à la date de publication du présent plan comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires sous réserve que :
 - soient organisées des possibilités d'évacuation des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées.

Article 2.4 - Règles applicables aux constructions et aménagements autorisés au paragraphe 2.3.1

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions devront être prises dès la conception des constructions ou aménagements pour **limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux d'une crue centennale, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face à cette même crue.**

2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires devront être prises pour que tout nouvel ouvrage résiste à la pression liée aux écoulements.
- Toute nouvelle construction ou aménagement doit être distant de 5 mètres par rapport à la berge non maçonnée du cours d'eau.
- Tout nouvel aménagement ou construction devra dans la mesure où cela est techniquement possible être mis hors d'eau pour une crue centennale. La côte plancher devra (si cela est techniquement possible) être surélevée de 50 cm par rapport à la voirie de desserte au droit du dit aménagement.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage seront placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation.
- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrosifs seront utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées seront étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements. Les citernes extérieures seront étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger contre les affouillements.
- Les nouvelles constructions seront sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées etc.) seront équipées de dispositif d'étanchéité d'une hauteur minimum de 50 cm (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Les parkings souterrains autorisés devront être munis de batardeaux d'une hauteur minimum de 50 cm et de pompe de relevage des eaux.
- Le mobilier urbain, le mobilier d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement devront être transparents vis à vis des écoulements et, le cas échéant, être ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc. ces équipements devront être mis hors d'atteinte par les eaux (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) d'une crue centennale.
- Dans la mesure du possible, les chaussées situées en zones inondables seront conçues et réalisées avec des matériaux peu ou pas sensibles à l'eau.
- Les réseaux d'assainissement seront adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).
- Les clôtures devront être sans mur-bahut et ne pas faire obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Sur les parcelles agricoles, pour le pacage des animaux, les clôtures traditionnelles constituées de quatre fils

superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins trois mètres ainsi que les clôtures électriques sont autorisées.

2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Les plantations d'arbres à haute tige devront être espacées d'au moins six mètres et les arbres devront être régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage devront être évacués, broyés sur place ou détruits, au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau devra être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit emporté par la crue centennale.
- Le stockage de tout produit flottant devra être organisé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue centennale ou une crue moins importante, pour éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les abris de jardin devront être lestés ou arrimés pour ne pas être emporté en cas de crue. Ils ne devront pas être utilisés pour stocker du matériel et des produits sensibles à l'eau.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

Article 2.5 - Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants mentionnés au paragraphe 2.3.2

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées par le présent article ainsi que celles fixées par le précédent (2.4).

2.5.1. Règles d'urbanisme et de construction

Pour les travaux visant notamment à :

- **transformer le bâti existant ;**
- **entretenir ou à gérer les biens implantés antérieurement à la publication du présent plan.** Il s'agit notamment des aménagements internes, des traitements de façades, de la réfection des toitures, de l'aménagement d'accès de sécurité.

*Ces travaux devront dans la mesure où cela est techniquement possible **respecter les prescriptions fixées au paragraphe 2.4.1, sous réserve que le surcoût qu'elles engendrent soit inférieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés, appréciée à la date de publication du plan.***

Dans le cas contraire, le propriétaire ne pourra mettre en œuvre que certaines de ces mesures de prévention de façon à rester dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés. Ces mesures seront choisies par le propriétaire sous sa propre responsabilité, selon un ordre de priorité lié à la nature et à la disposition des biens visant à :

- *en premier lieu, à assurer la sécurité des personnes,*
- *en second lieu, à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.*

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

2.5.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- *Il serait souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient équipées d'une pompe de relèvement des eaux.*
- *Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions, existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.*

D'une manière générale la règle ci-dessus et celles fixées au paragraphe 2.4.2 devront être respectées, sous réserve que le surcoût qu'elles engendrent soit inférieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés, appréciée à la date de publication du plan.

Article 2.6 - Recommandation d'ordre général

Il est fortement recommandé que l'entretien du cours d'eau soit réalisé collectivement (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains, qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau, rappelées à l'article 1.2) ou public (communes, communauté de communes).

CHAPITRE TROISIEME - DISPOSITIONS APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE

En dehors des zones rouges et bleue définies ci-dessus, les risques d'inondations par les crues du Lange ou d'aggravation de ces risques sont inexistantes ou non répertoriés en l'état actuel de la connaissance du territoire communal.

Article 3.1 - Recommandations

- ***Maîtriser les rejets des eaux usées, pluviales, de drainage*** dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans provoquer un risque d'inondation.
- ***Curer régulièrement (après chaque gros orage ou crues) les ouvrages de types ponts, dalots ou buses*** afin de permettre le transit des débits de crue.

Article 3.2 - Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

Article 3.2.1 Information du citoyen et culture du risque

*En application de l'article 40 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages : **le maire doit informer la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié sur les caractéristiques des risques naturels connus sur le territoire communal, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du PPR, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer les risques ainsi que sur les garanties prévues à l'article L. 125-1 du code des assurances.***

*En application de l'article 42 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages : **le maire avec l'assistance des services de l'Etat compétents (en matière de police de l'eau) doit procéder à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établir les repères correspondant aux crues historiques, aux nouvelles crues exceptionnelles.** La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent matérialisent, entretiennent et protègent ces repères.*

Article 3.2.2 Plan Communal de Secours (PCS)

*En application de l'article L. 2212 - 2 du code général des collectivités territoriales : **la police municipale a pour objectif d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.***

*Sur la base des informations portées à la connaissance de la commune par les services de l'Etat, **un Plan Communal de Secours devra être réalisé par le Maire et être mis à jour régulièrement par la commune, en liaison avec les services de la Protection Civile d'Incendie et de Secours et les services déconcentrés de l'Etat. Il comprendra notamment :***

- *Un plan d'évacuation des populations, des cheptels et de tous les biens pouvant ou devant être déplacés en cas de crue du Lange dans les zones d'aléas très forts ;*
- *Un plan de circulation et des déviations routières à établir avec la subdivision de la D.D.E ;*
- *Un plan d'information et d'alerte de la population.*

Il appartiendra au maire de faire connaître à la population les zones soumises à des risques naturels prévisibles d'inondation par les moyens à sa disposition (affichage et publicité notamment).